

## Table des matières

Contributeurs	5
Remerciements	15
Note de la rédaction	17

### Présentation du Rapport mondial sur la corruption 2003

<i>Peter Eigen</i>	19
<i>Eva Joly, Prévenir la Corruption en habitant le pouvoir judiciaire</i>	20
<i>Ron Noble, Police et corruption</i>	22

## Première partie. L'accès à l'information

### L'accès à l'information: qui y a droit et à quelle information?

<i>Jeremy Pope</i>	29
<i>Ann Florini, Campagne pour l'accès à l'information</i>	33
<i>Richard Calland, La dénonciation de la corruption en Afrique du Sud</i>	41

### La cyber-administration et l'accès à l'information

<i>Subhash Bhatnagar</i>	49
<i>Valeria Merino Dirani, Les premiers pas de l'Équateur vers la mise en ligne des marchés publics</i>	55

### La transparence au sein de l'entreprise dans la lutte contre la corruption

<i>Harriet Fletcher</i>	61
<i>Nicholas Shaxson, La divulgation d'informations au sein de l'industrie pétrolière</i>	65
<i>Ian Byrne, L'étude de la transparence et de la divulgation d'informations au sein de l'entreprise</i>	71

**Le rôle des médias: faut-il dénoncer ou dissimuler la corruption ?**

<i>Bettina Peters</i>	75
<i>Mark Whitehouse, Viabilité des médias en Europe du Sud-Est et en Eurasie</i>	78
<i>Josias de Souza, Preuve à l'écran : les magnats régionaux brésiliens de la presse discrédités</i>	82
<i>Alasdair Sutherland, Éditorial contre espèces sonnantes et trébuchantes : révélation des pratiques peu déontologiques des médias</i>	86

**La législation sur la liberté d'information: progrès, questionnements et normes**

<i>Toby Mendel</i>	91
<i>Edetan Ojo, Nigeria : les obstacles à l'accès à l'information</i>	92
<i>Yukiko Miki, Révélation de la corruption grâce à la loi japonaise sur la divulgation de l'information</i>	95

**Deuxième partie. Rapports régionaux****Europe de l'Ouest**

<i>Véronique Pujas</i>	99
<i>Catherine Courtney, L'achat de contrats en Grande-Bretagne</i>	101
<i>Björn Rohde-Liebenau, Établissement d'une liste noire en Allemagne</i>	107

**Amérique du Nord**

<i>Phyllis Dininio et Franck Anechiarico</i>	115
<i>Jermyn Brooks, Une forte dose d'Enronite</i>	119

**Amérique centrale, Mexique et Caraïbes**

<i>Pablo Rodas-Martini</i>	131
<i>Roxana Salazar, La supervision des élections au Costa Rica</i>	135
<i>Mary K. King, Trinidad-et-Tobago : de la corruption à l'aéroport et de l'effondrement du gouvernement</i>	139

**Amérique du Sud**

<i>Eduardo Wills Herrera et Nubia Uruña Cortés avec Nick Rosen</i>	147
<i>Roberto Cosso, Canaliser l'argent vers l'étranger ? Jersey contre le Brésil dans l'affaire de Paulo Maluf</i>	152

**Le Pacifique**

<i>Mark Findlay</i>	161
<i>Peter Rooke, La corruption de la police se développe au sein de la police australienne</i>	164
<i>Rachael Keaekae, Les médias de Papouasie-Nouvelle-Guinée déclarent la guerre à la corruption</i>	167

**Asie de l'Est**

<i>Xiaobo Lu</i>	177
<i>Liam McMillan, Les vannes de la corruption : le barrage des Trois Gorges en Chine</i>	181
<i>Andrew Jennings, Au revoir M. Propre !</i>	185

**Asie du Sud-Est**

<i>Emil Bolongaita</i>	193
<i>Stefanie Teggemann, Les pauvres prennent la parole : exemples de corruption en Indonésie</i>	197
<i>Le Centre pour le développement social, L'intégrité enseignée dans les écoles au Cambodge</i>	201

**Asie du Sud**

<i>Gurharpal Singh</i>	211
<i>Gopakumar Krishnan, Il faut payer pour voir son propre bébé</i>	216

**Communauté des États indépendants**

<i>Alena Ledeneva</i>	227
<i>Robert Templar, Adoption de lignes dures en Asie centrale</i>	228
<i>Larysa Denysenko, La censure par la mort : l'Ukraine réduit les critiques au silence</i>	231

**Europe centrale et orientale et les États baltes**

<i>Martin Brusis, Iris Kempe et Wim van Meurs</i>	243
<i>Inese Voika, Le financement des partis politiques en Lettonie</i>	247
<i>Emília Sicháková, La Slovaquie continue de légiférer sur le conflit d'intérêt</i>	251

**Europe du Sud-Est**

<i>Dejan Jovic</i>	259
<i>Zsolt-Istvan Mato, L'organisme de lutte contre la corruption en Roumanie : plus qu'un outil politique ?</i>	264

<b>Moyen Orient et Afrique du Nord</b>	
<i>Reinoud Leenders and John Sfakianakis</i>	273
<i>Charles D. Adwan et Mina Zapatero, Incursion dans la bureaucratie au Liban</i>	277
<b>Afrique de l'Ouest</b>	
<i>Niyi Alabi</i>	287
<i>Charles Diplo, Corruption et méfiance à l'égard de la police ivoirienne : un problème profondément enraciné</i>	291
<i>Nassirou Bako Arifari, Douane formelle et informelle au Bénin</i>	294
<b>Afrique centrale</b>	
<i>Claude Kabemba</i>	301
<i>Samuel Nguiffo, La corruption dans les forêts camerounaises</i>	306
<b>Afrique de l'Est</b>	
<i>Andrew Mwenda</i>	313
<i>Mwalimu Mati et Wanjiru Mwangi, Évaluation du fardeau de la corruption</i>	320
<b>Afrique australe</b>	
<i>Tom Lodge</i>	327
<i>Christine Munalula, Fraude dans le processus électoral en Zambie</i>	334

## Troisième partie. Études et données

<i>Johann Graf Lambsdorff, Indice de perceptions de la corruption 2002</i>	345
<i>Fredrik Galtung, Indice de corruption des pays exportateurs 2002</i>	351
<i>Marie Wolkers, Enquêtes nationales sur la corruption en Afrique francophone</i>	355
<i>Volkhart Finn Heinrich, Transparence et corruption dans les organisations de la société civile</i>	357
<i>Juan Pablo Guerrero et Helena Hofbauer, La transparence des budgets en Amérique latine</i>	361
<i>Richard Rose, La corruption et la confiance dans les baromètres de la nouvelle Europe et de la nouvelle Russie</i>	365
<i>Marta Lagos, L'opinion publique et la corruption en Amérique latine</i>	373
<i>Martin Dimov, La corruption dans les Balkans</i>	373

Rafael Di Tella et Ernesto Schargrodsky, <i>La hausse des salaires comme moyen de lutte contre la corruption</i>	377
Mireille Razafindrakoto et François Roubaud, <i>Salaires et corruption : le cas de Madagascar</i>	381
Stephen Knack et Omar Azfar, <i>Genre et corruption</i>	385
Karina Litvack et Robert Barrington, <i>La gestion de la corruption : une étude des pratiques actuelles des entreprises</i>	389
Daniel Kaufmann et Aart Kraay, <i>Gouvernance et croissance à long terme : actualisation des indicateurs et nouveaux résultats</i>	393
Stephen Knack, Mark Kugler et Nick Manning, <i>La « deuxième génération » d'indicateurs de la gouvernance</i>	397
Julius Court et Goran Hyden, <i>Étude de la gouvernance dans le monde : une nouvelle méthode d'évaluation de la gouvernance</i>	401
John van Kesteren, <i>Étude internationale sur les crimes contre les sociétés dans le monde</i>	405
Ugo Panizza, <i>Les règles électorales et la corruption</i>	409
János Bertók, <i>La gestion des conflits d'intérêts dans les pays de l'OCDE</i>	413
Liste des acronymes et des abréviations	417

## Contributeurs

**Charles D. Adwan** est directeur exécutif et membre fondateur de la *Lebanese Transparency Association*, section de TI au Liban.

**Niyi Alabi** a publié de nombreux ouvrages sur les médias et la démocratie parlementaire en Afrique de l'Ouest. Il travaille comme consultant pour un certain nombre d'organisations internationales sur des questions relatives aux médias et à la gouvernance.

**Frank Anechiarico** est professeur de Maynard-Knox d'administration et de droit au Hamilton College à New York. Il est l'auteur de plusieurs articles sur le contrôle de la corruption aux États-Unis et coauteur de *The Pursuit of Absolute Integrity* (À la poursuite de l'intégrité absolue) (Chicago: University of Chicago Press, 1996).

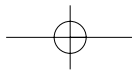
**Omar Azfar** est chercheur associé au Centre pour la réforme institutionnelle et le secteur informel à l'université du Maryland. Sa dernière étude a porté sur les causes déterminantes de la corruption et les effets de la décentralisation sur la qualité des services de santé et d'éducation.

**Nassirou Bako Arifari** enseigne dans les universités d'Abomey et de Cologne. Il est membre du LASDEL (Laboratoire de recherche sur les dynamiques sociales et le développement local) au Bénin et au Niger.

**Robert Barrington** est directeur du département de la gouvernance et de la gestion des investissements éthiques de la société de gestion ISIS (ancienne société Friends Ivory & Sime), une société de gestion d'actifs dont le siège est à Londres.

**János Bertók** est l'administrateur principal de la direction de la gouvernance publique et du développement territorial de l'OCDE. Il est l'auteur d'un article intitulé « Confiance dans le gouvernement », où il passe en revue la mise en œuvre de la recommandation de l'OCDE et ses effets sur l'amélioration du comportement éthique dans la fonction publique.

**Subhash Bhatnagar** est professeur des technologies de l'information à l'Institut indien de gestion, Ahmedabad. Il a récemment effectué une mission de deux ans auprès de la Banque mondiale, à la tête d'une initiative sur la cyber-administration.



**Emil Bolongaita** est un spécialiste de la gouvernance au sein du secteur public auprès de la société Development Alternatives. Il était précédemment maître-assistant à l'université nationale de Singapour et directeur pour l'Asie Pacifique du programme mondial d'apprentissage à distance pour lutter contre la corruption.

**Jermyn Brooks**, expert comptable de formation, est le directeur financier de TI. Son principal centre d'intérêt porte sur la gouvernance au sein de l'entreprise et le rôle du secteur privé. Il était précédemment directeur général associé de PricewaterhouseCoopers.

**Martin Brusis** est chercheur au Centre de recherche en politiques appliquées à l'université de Munich. Il est spécialisé en comparaison de gouvernements avec un intérêt particulier pour l'Europe de l'Est.

**Ian Byrne** est le directeur du développement des entreprises du groupe de services mondiaux de gouvernance de Standard and Poor's. Il a donné plusieurs conférences et écrits sur la gouvernance au sein de l'entreprise, en Europe, en Asie et dans les Amériques.

**Richard Calland** est le président de l'Open Democracy Advice Centre et directeur de l'Institute for Democracy's governance programme, tous deux basés en Afrique du Sud. Il est également coéditeur de *The Right to Know, the Right to Live: Access to Information and Socio-economic Justice* (Cape Town: Open Democracy Advice Centre, 2002).

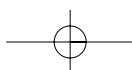
Le **Centre pour le développement social** est une organisation non lucrative qui cherche à promouvoir les valeurs démocratiques et à améliorer la qualité de vie du peuple cambodgien à travers la recherche empirique, le plaidoyer, la sensibilisation et le débat public.

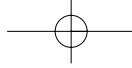
**Roberto Cosso** est reporter spécial du journal *Folha de S. Paulo* (Brésil). Il a été lauréat en 2001 du prix Folha pour le journalisme et finaliste la même année du prix Esso pour le journalisme.

**Julius Court** est chercheur à l'Overseas Development Institute dont le siège est à Londres. Auparavant, il a travaillé au bureau du recteur de l'Université des Nations unies à Tokyo.

**Catherine Courtney** a été chercheuse à TI-Royaume-Uni.

**Larysa Denysenko** est directrice exécutive de TI-Ukraine. Elle est avocate à la cour





et ancienne directrice du département juridique international au ministère de la Justice ukrainien.

**Martin Dimov** travaille au Centre d'études de la démocratie, en Bulgarie. Il s'intéresse particulièrement à l'étude empirique de la corruption, à l'économie parallèle et aux perceptions de la démocratie en Europe centrale et orientale.

**Phyllis Dininio** est membre de la faculté du Centre transnational du crime et de la corruption à l'American University, à Washington DC. Elle travaille également comme consultante pour la Banque mondiale, l'USAID et d'autres organisations sur les questions relatives à la gouvernance et à la lutte contre la corruption.

**Charles Diplo** est le secrétaire à la communication de Transparence et intégrité en Côte d'Ivoire. Il est également le directeur commercial de FILTISAC JUTE à Abidjan.

**Rafael Di Tella** enseigne à la faculté de gestion de Harvard. Il s'intéresse à la recherche sur la corruption, les médias et les causes déterminantes du bonheur.

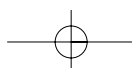
**Peter Eigen** est le président de TI. Il est titulaire d'une chaire à l'École d'administration John F. Kennedy de l'université Harvard et à la faculté des hautes études internationales de l'université John Hopkins. Avant de fonder TI en 1993, Eigen a travaillé à la Banque mondiale pendant plus de vingt ans.

**Mark Findlay** est professeur de droit pénal à l'Université Sydney. Il a publié récemment un ouvrage intitulé *The Globalisation of Crime: Understanding the Transitional Relationships of Crime in a Global Context* (Cambridge: Cambridge University Press, 2000).

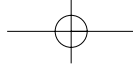
**Harriet Fletcher** était la directrice des politiques opérationnelles à l'International Business Leaders'Forum (IBLF), une fondation du Prince de Galles basée à Londres. Elle travaille actuellement en qualité de consultante auprès de l'IBLF sur diverses questions dont la corruption et les conflits.

**Ann Florini** est professeur en études de la gouvernance à l'Institut Brookings. Elle est l'auteur d'un ouvrage à paraître sur la gouvernance au niveau mondial et l'éditrice de *The Third Force: The Rise of Transnational Civil Society* (Washington DC: Carnegie Endowment, 2000).

**Fredrik Galtung** est membre du personnel de TI depuis sa fondation et il occupe le poste de directeur de la recherche. Il a beaucoup écrit sur la corruption et est attaché à la faculté Wolfson de Cambridge depuis 1997.







**Juan Pablo Guerrero** est professeur et chercheur au Centre de recherche et d'enseignement sur l'économie (Center for Research and Teaching in economics) (CIDE), à Mexico.

**Volkhart Finn Heinrich** est chargé du projet de l'indice sur la société civile de CIVICUS. Il a publié de nombreux articles et rapports sur la société civile et la transition vers la démocratie en Afrique du Sud.

**Helena Hofbauer** est la directrice exécutive de Fundar, Centro de Análisis e Investigación A.C., à Mexico.

**Goran Hyden** est professeur de science politique à l'université de Floride. Il a écrit énormément sur la relation entre la politique et le développement.

**Andrew Jennings** est un journaliste d'investigation et cinéaste expérimenté qui a produit beaucoup d'ouvrages et de documentaires sur la corruption dans le sport dont notamment, *The Great Olympic Swindle* (New York: Simon et Schuster, 2000).

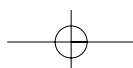
**Eva Joly** ancien juge d'instruction. En 2001, elle a été lauréate du Prix de l'intégrité de TI pour le travail exceptionnel qu'elle a accompli dans l'affaire Elf-Aquitaine. Elle travaille actuellement comme conseillère spéciale auprès du gouvernement norvégien dans la lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent.

**Dejan Jovic** enseigne la politique yougoslave et post-yougoslave au département de sciences politiques de l'université Stirling. Il écrit régulièrement pour *The Economist Intelligence Unit*.

**Claude Kabemba** est chercheur à l'Electoral Institute d'Afrique du Sud. Il a écrit de nombreux articles de recherche et de rapports en tant que consultant sur les processus de démocratisation, les conflits et la croissance économique en Afrique australe et centrale.

**Daniel Kaufmann** est le directeur pour la gouvernance globale et l'apprentissage régional à l'Institut de la Banque mondiale. Il travaille sur la gouvernance et les moyens de combattre la corruption, l'environnement des investissements et le développement du secteur privé.

**Rachael Keaek** est responsable de presse auprès de TI-Papouasie-Nouvelle-Guinée (PNG). Avant de travailler pour TI, elle était reporter au journal *The National* en PNG.



**Iris Kempe** est chercheur au Centre de recherche en politiques appliquées à l'université de Munich. Elle est spécialiste de l'élargissement de l'Union européenne de la transition après la chute du communisme et de la politique régionale, en particulier, en Russie et en Ukraine.

**John van Kesteren** est consultant en criminologie auprès de l'Institut de recherche inter-régional des Nations unies sur la criminalité et la justice qui est spécialisé dans le crime comparatif et l'étude des représailles au niveau international.

**Mary K. King** est membre fondatrice de l'Institut de transparence de Trinité-et-Tobago, une section nationale de TI et sénateur indépendant au Parlement de Trinité-et-Tobago.

**Stephen Knack** est économiste et chercheur à la Banque mondiale. Auparavant, il a travaillé au Centre IRIS de l'université du Maryland. Il est l'auteur de plusieurs études sur les sources de la bonne gouvernance et ses conséquences sur la performance économique.

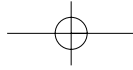
**Aart Kraay** est économiste au Département des études de la Banque mondiale où il travaille sur des questions relatives à la gouvernance ; aux liens entre le commerce, la croissance et l'inégalité ; aux mouvements de capitaux internationaux et à l'économie chinoise.

**Gopakumar Krishnan** était chargé de programmes au Secrétariat de TI. Il s'occupe de questions relatives au devoir de rendre compte du secteur public et à la gouvernance en Asie.

**Mark Kugler** est consultant auprès du groupe chargé du secteur public à la Banque mondiale ; il prépare un doctorat au département de sciences politiques à l'université de Georgetown.

**Marta Lagos** est fondatrice et directrice de Latinobarómetro. Elle est directrice depuis 1994 de MORI (Chili), une société de sondage affiliée à MORI Royaume-Uni.

**Johann Graf Lambsdorff** est professeur d'économie à l'université de Passau. Il est l'auteur de plusieurs publications récentes dont « Making Corrupt Deals : Contracting in the Shadow of the Law », *Journal of Economic Behavior and Organization* 48, n° 3 (2002), et « Corruption and Rent-Seeking », *Public Choice* 113, n° 1/2 (2002).



**Alena Ledeneva** enseigne la société et la politique russes à la faculté des études slaves et d'Europe orientale à l'université de Londres. Elle est l'auteur de *Russia's Economy of Favours* (Cambridge: Cambridge University Press, 1998).

**Reinoud Leenders** effectue des recherches sur la corruption au Liban à la faculté d'études orientales et africaines de l'université de Londres où il a aussi dispensé des cours sur la politique au Moyen-Orient et le développement.

**Karina Litvack** est à la tête du département de la gouvernance et de la gestion des investissements éthiques de la SARL, ISIS Asset Management (ancienne société Friends Ivory & Sime), une société de gestion d'actifs dont le siège est à Londres.

**Tom Lodge** est professeur de sciences politiques à l'université de Witwatersrand. Il est l'auteur de *Politics in South Africa from Mandela to Mbeki* (Oxford: James Currey, 2002).

**Xiaobo Lu** est directeur de l'Institut d'Asie de l'Est et maître-assistant en science politique à l'université Columbia. Il est l'auteur de *Cadres and Corruption: the Organizational Involvement of the Chinese Communist Party* (Stanford: Stanford University Press, 2000).

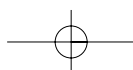
**Nick Manning** est l'un des principaux spécialistes de la gestion du secteur public pour l'Asie du Sud à la Banque mondiale. Il était précédemment membre du groupe de la Banque mondiale chargé du secteur public où sa fonction était de gérer les connaissances concernant la réforme de l'administration et de la fonction publique.

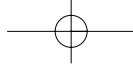
**Mwalimu Mati** est directeur exécutif adjoint de TI-Kenya. Auparavant, il travaillait pour l'Institut de droit public, le Centre pour la gouvernance et le développement et pour la Commission internationale de juristes (section de TI au Kenya).

**Zsolt-Istvan Mato** est le correspondant en Roumanie de Transitions Online. Actuellement, il est aussi travailleur indépendant pour Radio Free Europe/Radio Liberty's Newslines.

**Toby Mendel** est le chef du programme juridique d'ARTICLE 19, une ONG de premier plan engagée dans la défense des droits de l'homme dont le siège est à Londres. Il est l'auteur de *Public Service Broadcasting: A Comparative Legal Survey* (Kuala Lumpur: Unesco et AIBD, 2000) et de *A Model Freedom of Information Law* (Londres: ARTICLE 19, 2001).

**Valeria Merino Dirani** est directrice exécutive de la Société sud-américaine pour le développement, la section équatorienne de TI.





**Wim van Meurs** est chercheur au Centre de recherche en politique appliquée, à l'université de Munich. Il s'intéresse aux politiques européennes des Balkans et à la construction d'une nation et d'un État, aux conflits ethniques, à l'élargissement de l'UE et à la transition après la chute du communisme.

**Yukiko Miki** est directeur exécutif de l'Information Clearinghouse Japan, une ONG dont le siège est à Tokyo et qui s'occupe de la promotion de l'accès à l'information publique.

**Christine Munalula** est présidente de la Foundation for Democratic Process, la section de TI en Zambie.

**Wanjiru Mwangi** est chef de service de la Communications à TI-Kenya. Elle a acquis son expérience de journaliste et de spécialiste de la communication en travaillant pour Population Services International, le Groupe de développement des technologies intermédiaires d'Afrique de l'Est et le journal *The People*.

**Andrew Mwenda** est un reporter au service des investigations de *The Monitor*, le seul quotidien indépendant en Ouganda.

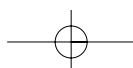
**Samuel Nguiffo** est directeur du Centre pour l'environnement et le développement, une ONG dont le siège est au Cameroun. Il a été lauréat pour l'Afrique en 1999 du prix Goldman pour l'environnement.

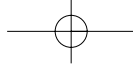
**Ron Noble** est secrétaire général d'Interpol. Sa carrière au service de la justice l'a amené à travailler pour les ministères américains des Finances et de la Justice et à diriger le Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux. Il est également directeur de la faculté de droit de l'université de New York.

**Edetaen Ojo** est directeur exécutif de Media Rights Agenda, une ONG qui a mené campagne au Nigeria pour l'accès à l'information. Il est également vice-président du conseil d'administration de la Fondation Média pour l'Afrique de l'Ouest.

**Ugo Panizza** est économiste au département des études de la Banque interaméricaine de développement. Il a occupé des fonctions universitaires à l'université de Turin et à l'université américaine de Beyrouth.

**Bettina Peters** a travaillé à la Fédération internationale des journalistes pendant dix ans, période au cours de laquelle elle a étudié la corruption qui touche les médias et la propriété des médias. Elle a rejoint récemment le Centre européen de journalisme dont le siège est à Maastricht où elle est directrice des programmes.





**Jeremy Pope**, avocat, a été le premier directeur général de TI; il est maintenant directeur du Centre de TI pour l'innovation et la recherche. Il est l'auteur de *TI Source Book – Confronting Corruption: The Elements of a National Integrity System* (Berlin: Transparency International, 2000).

**Véronique Pujas** est chercheur au CNRS (Centre national de la recherche scientifique) et enseigne à l'Institut d'Études politiques de Grenoble. Elle est l'auteur de nombreux ouvrages dont notamment *Scandales et démocratie en Europe du Sud* (Paris: L'Harmattan, à paraître).

**Mireille Razafindrakoto** est économiste à Développement et insertion internationale (DIAL) à Paris. Elle a publié des articles sur le suivi et l'évaluation de la pauvreté, la voix des pauvres, la redistribution et le rôle de l'État.

**Pablo Rodas-Martini** a travaillé comme consultant pour le Centre international de recherche sur le développement, l'Asociación de Investigación y Estudios Sociales, Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales, et la Commission économique pour l'Amérique du Sud et les Caraïbes. Il était membre du groupe de consultants du Programme des Nations unies pour le développement, chargé de l'élaboration du *Rapport sur le développement humain* en 1999, 2000 et 2001.

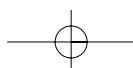
**Björn Rohde-Liebenau** est membre du conseil d'administration de TI-Allemagne. Il a travaillé comme avocat et médiateur pendant douze ans dont six avec l'Agence allemande de privatisation pour l'Allemagne de l'Est (Treuhandanstalt).

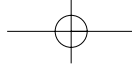
**Peter Rooke** est co-fondateur de TI-Australie en 1995 et siège à son conseil d'administration ainsi qu'à celui de TI.

**Richard Rose** est directeur du Centre d'études sur les politiques publiques à l'université de Strathclyde. Son dernier ouvrage coédité avec Neil Munro est intitulé, *Elections without Order: Russia's Challenge to Vladimir Putin* (Cambridge: Cambridge University Press, 2002).

**Nick Rosen** est journaliste indépendant, spécialiste de l'Amérique du Sud et est basé à New York. Il a écrit sur un grand nombre de sujets, dont notamment la finance et l'économie internationales et la guerre civile en Colombie.

**François Roubaud** est économiste à Développement et insertion internationale (DIAL) à Paris et directeur de l'Unité de recherche de CIPRE/Institut de recherche pour le développement (IRD). Il a écrit sur le secteur informel au Mexique ainsi que sur les perspectives macroéconomiques au Cameroun et à Madagascar.





**Roxana Salazar** est une éminente avocate, spécialiste de l'environnement qui a acquis une vaste expérience dans le domaine de la participation de la société civile; elle est présidente de TI-Costa Rica depuis sa création en 1997.

**Ernesto Schargrodsky** est professeur à l'Universidad Torcuato Di Tella à Buenos Aires. Il s'intéresse, entre autres, à l'étude de la corruption et du crime.

**John Sfakianakis** est chercheur et professeur d'université au Centre des études moyen-orientales de l'université Harvard. Il est chercheur associé à l'Institut international d'études stratégiques de Londres et a travaillé comme consultant pour la Banque mondiale.

**Nicholas Shaxson** est l'auteur de rapports individuels sur les pays, notamment l'Angola et le Gabon, rapports qu'il a établis pour le compte du Economist Intelligence Unit; il écrit régulièrement des articles pour le *Financial Times*, *Financial Times Energy*, *Business Day* et *Reuters*.

**Emília Sicháková** dirige TI-Slovaquie depuis 1998 et siège au conseil d'administration de TI. Elle va bientôt terminer ses études de troisième cycle qui portent essentiellement sur les questions de transparence et de responsabilité.

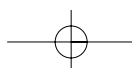
**Gurharpal Singh** est professeur à l'université de Birmingham où il est titulaire de la chaire Nadir Dinshaw en relations inter-religieuses. Il s'intéresse particulièrement à l'Asie du Sud et est auteur de publications sur la corruption politique dans la vie politique indienne.

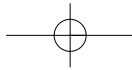
**Josias de Souza** est directeur de l'Agence de Brasilia de *Folha de S. Paulo* (Brésil), un des principaux journaux brésiliens.

**Alasdair Sutherland** est vice-président exécutif du cabinet international de relations publiques, Manning Selvage & Lee. Il est à l'origine de la campagne pour la transparence dans les médias (Media Transparency) en 2001 alors qu'il était président de l'Association des relations publiques internationales.

**Stefanie Teggemann** travaille avec la Banque mondiale sur la réforme de la lutte contre la corruption et de la gouvernance. Elle a coédité avec Ratih Hardjono, *The Poor Speak Up: 17 Stories of Corruption* (Jakarta: Partnership for Governance Reform, 2002).

**Robert Templer** est directeur du Programme Asie à International Crisis Group. Il est l'auteur de *Shadows and Wind: A View of Modern Vietnam* (Londres: Little Brown, 1998).





**Nubia Urueña Cortés** est professeur et directrice pour le domaine d'étude sur la gestion publique et du groupe d'étude sur la corruption à l'Universidad de los Andes. Elle a publié des articles traitant de la lutte contre la corruption au sein des forces de police et des systèmes judiciaires et électoraux.

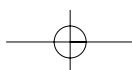
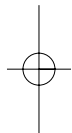
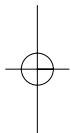
**Inese Voika** est fondatrice et actuelle directrice de DELNA, la section lettone de TI. Elle est journaliste d'investigation et professeur à l'université de Lettonie.

**Mark Whitehouse** est directeur de la division Développement Média au Conseil international d'études et d'échanges (International Research and Exchanges Board (IREX)). Auparavant, il a travaillé pour USAID et la Commission du Centre Carter sur la politique de la presse audiovisuelle (Carter Center Commission on Radio and Television Policy).

**Eduardo Wills Herrera** est professeur associé à l'Universidad de los Andes. Il a écrit de nombreux articles traitant de la stratégie de lutte contre la corruption et du lien entre le processus de décentralisation et la corruption en Colombie.

**Marie Wolkers** est chargée de programmes au Secrétariat de TI où elle assure la coordination des programmes pour l'Afrique francophone.

**Mina Zapatero** est chargée de programmes à la *Lebanese Transparency Association*, la section de TI au Liban.



## Remerciements

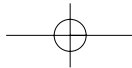
Il a fallu le travail de plusieurs personnes d'origines diverses pour produire le *Rapport mondial sur la corruption 2003* et nous les en remercions toutes. En premier lieu, nous remercions tous ceux qui ont produit ces articles.

Nos remerciements vont également aux divers artistes – Xavier Bonilla (« Bonil »), Julio Briceño (« Rac »), Daryl Cagle, Gary Clement, Alex Dimitrov, Nicolae Ionita, Bojan Jovanovic, Sam Sarath et Jonathan Shapiro (« Zapiro ») – qui nous ont fait partager et admirer leurs œuvres pleines de créativité et d'originalité. Félicitations aussi à Janine Vigus pour sa créativité dans la conception de la couverture.

Nous remercions toutes ces personnes qui ont généreusement consacré beaucoup de leur temps et de leur énergie pour sélectionner les articles reçus. Parmi les nombreux membres du mouvement TI qui nous ont apporté leur contribution, nous aimerions citer en particulier Cláudio Weber Abramo, Shirley van Buiren, Stan Cutzach, Hansjörg Elshorst, Fredrik Galtung, John Githongo, Roslyn Hees, Jeff Lovitt, Carin Norberg, Jeremy Pope et Frank Vogl. Nous remercions également Adel M. Abdellatif, David Abouem, Carol Adams, Muzaffer Ahmad, Hu Angang, Claude Arditi, Ron Berenbeim, Peter Birle, Lala Camerer, Ledivina Cariño, B.C. Chikulo, Sheila Coronel, Chris Cramer, Ron Crocombe, Wayne Dillehay, Ralph Espach, Odd-Helge Fjeldstad, Marlies Glasius, Åse Grødeland, Amy Hawthorne, Richard Heeks, Bruce Heilman, Clement M. Henry, Paul Heywood, Irungu Houghton, Michael Johnston, John-Mary Kauzya, Peter Larmour, Neville Linton, Stephen Ma, Günther Maihold, Maureen Mancuso, John Mbaku, Dana Mesner Andolsek, Philippe Montigny, Steve Morris, Kumi Naidoo, Vijay Naidu, Olga Nazario, Dele Olowu, Katarina Ott, Paul Oquist, Rachel Rank, Richard Robison, Steven Rood, Kety Rostiashvili, Alan Rousso, Charles Sampford, Savenaca Siwatibau, Helen Sutch, Mahaman Tidjani Alou, Boyko Todorov, Chris Toensing, Samarth Vaidya, Shyama Venhateswan, Alberto Vannucci et Laurence Whitehead.

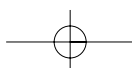
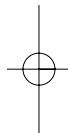
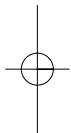
Il aurait été impossible de produire le *Rapport mondial sur la corruption*, édition 2003, sans le soutien et la participation de l'ensemble du personnel du Secrétariat de TI à Berlin. Nous remercions également les sections nationales de TI dont les membres, nombreux, ont contribué par des articles, des idées et des commentaires à l'édition de cette année. Nous souhaitons également remercier les stagiaires pour le soutien qu'ils ont apporté à l'équipe du RMC au cours de l'année écoulée. Il s'agit de Daniel Large, Katie Mills, Claire Naval, Rachel Rank et de Julia Schweizer.





Nous remercions vivement, en particulier, Michael Griffin pour ses corrections essentielles, Denise Groves pour l'excellente qualité de sa contribution rédactionnelle, Barbara Meincke pour sa recherche pointue, et NetScript pour leur assistance indéfectible pour le site web. Nous exprimons toute notre appréciation à Jessie Banfield, qui nous a aidé de mille manières pour mettre le *Rapport* en forme. Le *Rapport mondial sur la corruption* a bénéficié du soutien financier du Group Utstein, composé des gouvernements de Grande-Bretagne, d'Allemagne, des Pays-Bas et de la Norvège.

La version française a pu être publiée grâce à la contribution de l'Agence canadienne de développement international. Sa réalisation n'a pu être possible que par le travail de la société de traduction JVA, du personnel du secrétariat, Anne-Marie Lafourcade, Véronique Lerch, Perrine Lhuillier, Françoise Nicole Ndoume, Stéphane Stassen et Marie Wolkers pour la relecture et la coordination de cette édition en français. Nous tenons aussi à remercier Monsieur Ageneau, Marie-Pierre Galleret et Greta Rodriguez des Éditions Karthala pour leur sérieux et leur patience.



## Note de la rédaction

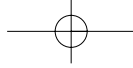
Le *Rapport mondial sur la corruption 2003* est le deuxième rapport annuel que Transparency International publie sur la situation de la corruption dans le monde. Le *Rapport* passe essentiellement en revue les événements et les développements qui ont eu une incidence sur la lutte contre la corruption au cours de la période allant de juillet 2001 à fin juin 2002, soit la période qui suit immédiatement celle couverte par le *Rapport mondial sur la corruption 2001*.

Transparency International définit la corruption comme la mauvaise utilisation du pouvoir dont on est investi pour servir des intérêts personnels. Cette définition englobe la corruption à petite et grande échelle dans les secteurs public et privé.

Le *Rapport mondial sur la corruption 2003* est divisé en trois parties principales. La première traite surtout de l'accès à l'information, une question qui revêt une importance capitale pour le mouvement luttant contre la corruption. Cette partie est introduite par le directeur exécutif de TI, Jeremy Pope, qui estime que la transparence est nécessaire compte tenu de la perte de confiance dans les institutions publiques et privées. Chacune des autres parties traite d'autres facettes du thème : l'e-gouvernement, la transparence au sein de l'entreprise, le rôle des médias et la législation sur la liberté de l'information.

Le thème de l'accès à l'information est également étudié dans la partie suivante qui analyse les tendances de la corruption dans le monde à travers seize rapports régionaux. La série de rapports régionaux commence avec celui sur l'Europe occidentale et l'Amérique du Nord qui établit la prévalence de la corruption dans le monde développé. Écrits en grande partie par des universitaires et des chercheurs indépendants originaires de ces régions, ces rapports résument et analysent des événements marquants ayant eu un rapport avec la corruption et sa répression au cours de la période traitée. Les auteurs ont fourni des exemples pertinents par pays pour étayer l'évaluation qu'ils ont faite des tendances observées dans leurs régions; le fait que certains pays de la région soient moins traités que d'autres ne doit pas être interprété comme un jugement porté sur les niveaux de corruption dans ces pays.

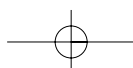
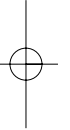
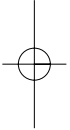
Les rapports régionaux sont divisés en quatre parties, chacune traitant d'un sujet spécifique: l'évolution de la situation aux niveaux international et régional; l'évolution de la situation nationale avec pour acteurs les gouvernements, l'administration publique, les Parlements et les partis politiques; le secteur privé et la société civile. Un encadré spécifique à chacune des régions traite de l'accès à l'information et établit ainsi le lien entre chaque rapport et le thème central du *Rapport mondial sur la corruption 2003*. La partie est complétée par des exposés et des



récits personnels de membres des sections nationales de Transparency International, de journalistes et d'ONG à travers le monde. En analysant l'impact des tendances récentes de la corruption sur leurs pays, ils donnent la mesure des défis locaux qui caractérisent la lutte contre la corruption aujourd'hui.

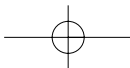
La dernière partie du *Rapport mondial sur la corruption 2003* décrit les études les plus récentes sur la dynamique de la corruption à travers le monde. Les études et données dont il s'agit dans cette partie donnent un bref aperçu des projets en cours ou terminés récemment, entrepris par des organisations internationales, des gouvernements, le secteur privé, des ONG et des universitaires. Nos critères de sélection accordent la priorité à la recherche comparative, à celle qui apporte une méthodologie novatrice ou qui a de fortes implications pour la politique de lutte contre la corruption.

Le *Rapport mondial sur la corruption 2003* donne également la parole à des personnalités de premier plan dans la lutte contre la corruption – l'ancien magistrat Eva Joly et le secrétaire général d'Interpol, Ron Noble – qui nous ont beaucoup appris sur le mouvement de lutte contre la corruption dans son ensemble.



## Acronymes et abréviations

<b>ADB</b>	Banque asiatique de développement
<b>APEC</b>	Coopération économique Asie-Pacifique
<b>BERD</b>	Banque européenne pour la reconstruction et le développement
<b>CIS</b>	Communauté des États indépendants
<b>CSO</b>	Organisation de la société civile
<b>CEDEAO</b>	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
<b>FMI</b>	Fonds monétaire international
<b>GAFI</b>	Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux
<b>G8</b>	Groupe des huit nations les plus industrialisées (Grande-Bretagne, Canada, France, Allemagne, Italie, Japon, la Fédération de Russie et les États-Unis)
<b>GRECO</b>	Groupe des États contre la corruption (GRECO)
<b>ICPE</b>	Indice de corruption des pays exportateurs
<b>IDB</b>	Banque interaméricaine de développement
<b>IDE</b>	Investissement direct étranger
<b>Interpol</b>	Organisation internationale de police criminelle
<b>IPC</b>	Indice de perceptions de la corruption
<b>Mercosur</b>	Mercado Común del Sur (Marché commun du Sud)
<b>NEPAD</b>	Nouveau partenariat pour le développement économique de l'Afrique
<b>OEA</b>	Organisation des États américains
<b>OCDE</b>	Organisation de coopération et de développement économiques
<b>OIG</b>	Organisation intergouvernementale
<b>OMC</b>	Organisation mondiale du commerce
<b>ONG</b>	Organisation non gouvernementale
<b>OSCE</b>	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
<b>OUA</b>	Organisation de l'unité africaine
<b>PIB</b>	Produit intérieur brut
<b>PNB</b>	Produit national brut
<b>PNUD</b>	Programme des Nations unies pour le développement
<b>PPTTE</b>	Pays pauvres très endettés
<b>SADC</b>	Communauté des États d'Afrique australe pour le développement
<b>TI</b>	Transparency International
<b>UE</b>	Union européenne
<b>UN</b>	Nations unies



**UNICRI** Institut interrégional de recherche des Nations unies sur la criminalité et la justice  
**USAID** Agence américaine pour le développement international  
**WBI** Institut de la Banque mondiale

